72.142/4

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL INTÉRIEUR

Arrêté ministériel déterminant le modèle de certificat médical type devant être utilisé dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 9*ter*, § 1er, alinéa 4, modifié par la loi du xx xxxx 2022 ;

Vu l'arrêté royal du 17 mai 2007 fixant des modalités d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 7, alinéa 1er ;

Vu l'avis n° 195/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 16 décembre 2019 ;

Vu l'avis n° xx.xxx/x du Conseil d'Etat, donné le xx.xx 2022, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

ARRETE :

Article unique. Le modèle du certificat médical type que l'étranger est tenu de transmettre avec sa demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est déterminé à l'annexe du présent arrêté.

Bruxelles, le

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nicole DE MOOR.

KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSEZAKEN

Ministerieel besluit tot bepaling van het model van het standaard medisch getuigschrift dat moet worden gebruikt in het kader van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf die op grond van artikel 9*ter* van de wet van 15 december 1980 wordt ingediend

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Gelet op de wet 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 9*ter*, § 1, vierde lid, gewijzigd bij de wet van xx xxxx 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 mei 2007 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 7, eerste lid;

Gelet op het advies nr. 195/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 16 december 2019;

Gelet op het advies nr. xx.xxx/x van de Raad van State, gegeven op xx.xx 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

BESLUIT:

Enig artikel. Het model van het standaard medisch getuigschrift dat de vreemdeling samen met zijn aanvraag voor een machtiging tot verblijf op grond van artikel 9*ter* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen moet overmaken wordt in de bijlage van dit besluit bepaald.

Brussel,

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Nicole DE MOOR.

Annexe unique à l'arrêté ministériel du déterminant le modèle de certificat médical type devant être utilisé dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OFFICE DES ÉTRANGERS

CERTIFICAT MÉDICAL

produit à l'appui d'une demande de séjour introduite sur base de l'article 9ter, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

A l'attention du médecin : prière de remettre ce certificat au / à la concerné(e). Il / elle se chargera de sa communication à l'Office des étrangers.

Nom et prénom(s) du patient :
Date de naissance :
Nationalité :
Sexe :

1. HISTORIQUE MÉDICAL :

2. DIAGNOSTIC (DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA NATURE ET DU DEGRÉ DE GRAVITÉ DES AFFECTIONS SUR BASE DESQUELLES LA DEMANDE D'AUTORISATION DE SÉJOUR SUR BASE DE L'ARTICLE 9*TER* EST INTRODUITE) :
Il est dans l'intérêt du patient que des pièces justificatives (par exemple, rapport émanant d'un médecin-spécialiste) soient produites pour chaque pathologie.

3. TRAITEMENT ACTUEL ET DATE DU DÉBUT DU TRAITEMENT DES AFFECTIONS MENTIONNÉES À LA RUBRIQUE 2 :

3.1. TRAITEMENT MÉDICAMENTEUX / MATÉRIEL MÉDICAL :

3.2. INTERVENTION / HOSPITALISATION (FRÉQUENCE / DERNIÈRE EN DATE) :

3.3. DURÉE DE PRÉVUE DU TRAITEMENT NÉCESSAIRE :

4. QUELLES SERAIENT LES CONSÉQUENCES ET COMPLICATIONS ÉVENTUELLES D'UN ARRÊT DU TRAITEMENT ?

5. EVOLUTION ET PRONOSTIC DE LA / DES PATHOLOGIE(S) MENTIONNÉE(S) À LA RUBRIQUE 2 :

6. SI D'APPLICATION : QUELS SONT LES BESOINS SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE DE SUIVI MÉDICAL ? UNE PRISE EN CHARGE DE LA DÉPENDANCE EST-ELLE MÉDICALEMENT REQUISE (SOINS DE PROXIMITÉ) ?

7. MENTIONS DES ANNEXES JOINTES AU PRÉSENT CERTIFICAT :

Date :

Nom, signature et cachet du médecin : N° INAMI :

ATTENTION – REMARQUES IMPORTANTES

L'Office des étrangers doit pouvoir identifier le médecin intervenant dans le dossier. Il est donc dans l'intérêt du patient que le nom et le numéro INAMI du médecin soient lisiblement indiqués.

L'Office des étrangers a le droit de faire vérifier la situation médicale du patient par un médecin désigné par l'administration.

Avec l'accord du patient, le présent certificat médical peut être accompagné d'un rapport médical plus détaillé (loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient).

INFORMATIONS RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DANS LE CADRE DE VOTRE DEMANDE D'AUTORISATION DE SÉJOUR INTRODUITE SUR BASE DE L'ARTICLE 9*TER*, DE LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 1980 SUR L'ACCÈS AU TERRITOIRE, LE SÉJOUR, L'ÉTABLISSEMENT ET L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS[1]

[1] Ces informations vous sont fournies en conformité avec l'article 13, du règlement général sur la protection des données (« RGPD »).

1. **RESPONSABLE DU TRAITEMENT :**

Le responsable du traitement des données relatives à la santé du demandeur et des autres données à caractère personnel collectées dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « loi du 15 décembre 1980 »), est le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, représenté par le Directeur général de l'Office des étrangers.

2. **DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES ET EXERCICE DE VOS DROITS :**

Le délégué à la protection des données (ci-après « DPO ») est la personne au sein de l'Office des étrangers que vous pouvez contacter pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel et à l'exercice des droits que vous confère le RGPD. Il s'agit des droits d'accès, de rectification, à la limitation, à l'effacement, d'opposition et à la portabilité.

Les coordonnées du DPO sont les suivantes :
Service public fédéral Intérieur - Direction générale Office des étrangers
À l'attention du Délégué à la protection des données
Boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles, Belgique
E-mail : dpo.dvzoe[at]ibz.fgov.be
Téléphone : +32 2 793 80 00
Formulaire disponible sur le site internet du SPF Intérieur : https://ibz.be/

L'exercice de ces droits est, en principe, gratuit. Toutefois, en cas de demandes manifestement infondées ou excessives, l'Office des étrangers peut exiger le paiement de frais raisonnables ou refuser de donner suite à votre demande.

2.1. DROIT D'ACCÈS :

Vous avez le droit de demander à l'Office des étrangers si ce dernier traite des données à caractère personnel vous concernant. Dans l'affirmative, vous êtes en droit, d'une part, de demander une copie desdites données et, d'autre part, d'obtenir des informations relatives aux finalités de traitement, aux catégories de destinataires auxquels les données ont été communiquées, à la durée de conservation des données, aux sources des données (lorsque celles-ci n'ont pas été collectées auprès de vous).

2.2. DROIT DE RECTIFICATION :

L'Office des étrangers a l'obligation de traiter des données exactes et de prendre les mesures nécessaires pour les rectifier, si nécessaire. Au regard de cette obligation, vous avez le droit de demander et d'obtenir de l'Office des étrangers la rectification des données à caractère personnel vous concernant qui seraient inexactes.

2.3. DROIT À LA LIMITATION :

Dans les cas suivants, vous avez le droit de demander et d'obtenir de l'Office des étrangers la limitation du traitement de vos données à caractère personnel :

a. lorsque vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel vous concernant et ce, pendant une durée permettant à l'Office des étrangers de vérifier l'exactitude des données ; ou

b. lorsque le traitement est illicite et que vous vous opposez à l'effacement de vos données à caractère personnel et que vous exigez à la place la limitation de leur traitement ; ou

c. lorsque l'Office des étrangers n'a plus besoin des données à caractère personnel vous concernant aux fins du traitement mais que celles-ci vous sont encore nécessaires pour la contestation, l'exercice ou la défense de vos droits en justice.

Lorsque le traitement a été limité, vos données ne peuvent, à l'exception de leur conservation, être traitées qu'avec votre consentement ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union européenne ou de l'un de ses Etats membres.

2.4. DROIT À L'EFFACEMENT (« DROIT À L'OUBLI ») :

Etant donné que le traitement de vos données à caractère personnel est nécessaire à l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi l'Office des étrangers, vous n'êtes pas en droit de demander et d'obtenir l'effacement de vos données à caractère personnel.

2.5. DROIT D'OPPOSITION :

Vous êtes en droit de vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel par l'Office des étrangers et ce, à tout moment, et pour des raisons tenant à votre situation particulière. Toutefois, l'Office des étrangers peut s'y opposer s'il existe des motifs légitimes et

impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts, vos droits et vos libertés *ou pour la constatation, l'exercice ou la défense* de droits en justice.

2.6. Droit à la portabilité :

Etant donné que l'Office des étrangers ne traite pas vos données à caractère personnel sur base de votre consentement ou en exécution d'un contrat, le droit à la portabilité ne trouve pas à s'appliquer. Par conséquent, nous n'êtes pas en droit de recevoir de l'Office des étrangers vos données à caractère personnel dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine en vue de les transmettre à un autre *responsable* de traitement.

3. *Finalités du traitement :*

Les données relatives à la santé du demandeur collectées dans le cadre de votre demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980 *sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement* et l'éloignement des étrangers sont nécessaires pour des motifs d'intérêt public important *[article 9, paragraphe 2, g), du RGPD]* alors que les autres données à caractère personnel collectées sont nécessaires non seulement au respect d'une obligation légale à laquelle l'Office des étrangers est soumis mais aussi, d'une manière générale, à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique *[article 6, paragraphe 1er, e), du RGPD]* dont l'Office des étrangers est investi, à savoir : l'application de la législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ces données sont traitées pour les finalités suivantes :

- Procéder à votre identification ;
- Assurer le traitement de la demande de séjour et apprécier, notamment, l'existence ou non d'un traitement adéquat dans le pays d'origine ou dans le pays de résidence du demandeur pour la maladie dont le demandeur souffre ainsi que sa disponibilité et son accessibilité ;
- Assurer le suivi du séjour du demandeur sur le territoire du Royaume de Belgique en ce compris son éventuel maintien et éloignement du territoire ;
- Assurer la défense de l'Etat belge devant les juridictions auprès desquelles un recours peut être introduit contre les décisions prises à l'égard du demandeur ;
- Rechercher, constater et assurer le suivi des infractions pénales et administratives prévues, notamment, dans la législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que dans la législation relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

4. Destinataires :

Les données relatives à la santé du demandeur collectées et traitées par l'Office des étrangers dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980 peuvent être communiquées aux catégories de destinataires suivantes :

- les médecins désignés par le Ministre ou l'Office des étrangers ainsi qu'aux experts sollicités par lesdits médecins afin d'apprécier la maladie que le demandeur invoque à l'appui de la demande de séjour, son degré de gravité, le traitement estimé nécessaire, le risque réel pour la vie ou l'intégrité physique du demandeur ou le risque réel de traitement inhumain ou dégradant en cas d'inexistence de traitement dans le pays d'origine ou de séjour du demandeur, les possibilités de traitement, leur accessibilité dans le pays d'origine ou de séjour du demandeur ;
- les avocats désignés par l'Office des étrangers afin d'assurer la défense de l'Etat belge devant les juridictions auprès desquelles le demandeur peut introduire un recours contre les décisions prises par l'Office des étrangers à son égard ;
- les juridictions administratives ou judiciaires auprès desquelles le demandeur peut introduire un recours contre les décisions prises par l'Office des étrangers à son égard et ce, afin d'assurer la défense de l'Etat belge ;
- le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides afin qu'il statue sur la demande de protection internationale introduite par le demandeur.

La communication desdites données relatives à la santé du demandeur à d'autres catégories que celles reprises ci-dessus ne se fera que moyennant l'accord de la personne concernée et pour autant que les finalités de cette communication soient compatibles avec les finalités initiales pour lesquelles elles ont été collectées.

Les données à caractère personnel autres que celles relatives à la santé du demandeur collectées et traitées par l'Office des étrangers peuvent être communiquées, outre aux catégories de destinataires visées ci-dessus, aux catégories de destinataires suivantes :

- les communes belges afin de procéder à l'identification du demandeur, d'assurer le traitement de sa demande de séjour et d'assurer le suivi de son séjour (en ce compris son éventuel éloignement du territoire du Royaume) ;
- l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (« Fedasil ») afin de procéder à l'identification du demandeur, d'assurer le traitement de sa demande de séjour et d'assurer le suivi de son séjour (en ce compris son éventuel éloignement du territoire du Royaume) ;
- la direction générale des Etablissements pénitentiaires du Service public fédéral Justice afin de procéder à l'identification du demandeur, d'assurer le traitement de sa demande de séjour et d'assurer le suivi de son séjour (en ce compris son éventuel éloignement du territoire du Royaume) ;

- l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (« INAMI ») et l'Ordre des médecins afin de s'assurer que le médecin signataire de ce certificat est bien inscrit au tableau de l'Ordre des médecins et qu'il dispose du droit d'exercer l'art médical ;
- Les diverses organisations non gouvernementales et autres associations auxquelles le demandeur peut faire appel pour l'aider et/ou le défendre ;
- Les médiateurs fédéraux afin d'examiner les réclamations relatives au fonctionnement de l'Office des étrangers ainsi que de mener, à la demande de la Chambre des représentants, toute investigation sur le fonctionnement de l'Office des étrangers.[2]

5. Durée de conservation :

Les données relatives à la santé du demandeur collectées et traitées par l'Office des étrangers dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980 sont conservées pendant trente ans. Après ce délai de trente ans, lesdites données sont détruites après autorisation de l'Archiviste général du Royaume.

Les autres données à caractère personnel (en ce compris l'avis rendu par les médecins de l'Office des étrangers) sont conservées pendant septante-cinq ans et ce, conformément aux instructions données par les Archives de l'Etat. Après ce délai de septante-cinq ans, lesdites données sont soit transférées aux Archives de l'Etat, soit détruites après autorisation de l'Archiviste général du Royaume.

6. Transferts vers des pays tiers :

Dans le cadre de ses missions, l'Office des étrangers peut être amené à transmettre certaines de vos données à caractère personnel vers des pays ne faisant pas partie de l'Union européenne. S'il s'agit de données relative à la santé de demandeur, le transfert ne se fera qu'après avoir reçu l'accord de la personne concernée.

L'Office des étrangers veille, dans la mesure du possible, à insérer dans les accords qu'il conclut avec les pays tiers des clauses permettant d'assurer un niveau de protection adéquat de vos données à caractère personnel. Ces accords peuvent être obtenus auprès du DPO de l'Office des étrangers.

A défaut de décisions d'adéquation et de pouvoir conclure des accords permettant d'assurer un niveau de protection adéquat de vos données à caractère personnel, l'Office des étrangers pourra, malgré tout, de manière exceptionnelle, transmettre certaines de vos données à caractère personnel vers des pays tiers et ce, en raison du fait que la mise en œuvre de la politique migratoire européenne et nationale est un motif important d'intérêt public tel que visé à l'article 49, du RGPD.

7. Plainte auprès de l'Autorité de protection des données :

Si vous estimez que l'Office des étrangers n'a pas traité vos données à caractère personnel conformément aux dispositions du RGPD, vous avez la possibilité d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de protection des données (« APD »). Les coordonnées de l'APD sont les suivantes :

Autorité de protection des données
Rue de la presse, 35
1000 Bruxelles
Belgium

contact[at]apd-gbo.be
+32 2 274 48 00
www.autoriteprotectiondonnees.be

[2] Loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

Vu pour être annexé comme annexe unique à l'arrêté ministériel du déterminant le modèle de certificat médical type devant être utilisé dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur base de l'article 9*ter*, de la loi du 15 décembre 1980

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nicole DE MOOR.

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Nicole DE MOOR.

Enige bijlage van het ministerieel besluit van tot bepaling van het model van het standaard medisch getuigschrift dat moet worden gebruikt in het kader van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf die op grond van artikel 9ter van de wet van 15 december 1980 wordt ingediend

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

ALGEMENE DIRECTIE DIENST VREEMDELINGENZAKEN

MEDISCH GETUIGSCHRIFT

dat wordt voorgelegd ter staving van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf die wordt ingediend op grond van artikel 9ter van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Aan de arts: gelieve dit attest te overhandigen aan betrokkene zelf. Hij/zij zal het medisch getuigschrift vervolgens zelf aan de Dienst Vreemdelingenzaken bezorgen.

Naam en voorna(a)m(en) van de patiënt:
Geboortedatum:
Nationaliteit:
Geslacht:

1. MEDISCHE VOORGESCHIEDENIS:

2. DIAGNOSE (GEDETAILLEERDE BESCHRIJVING VAN DE AARD EN DE ERNST VAN DE AANDOENINGEN OP BASIS WAARVAN DE AANVRAAG OM MACHTIGING TOT VERBLIJF OP GROND VAN ARTIKEL 9*TER* WORDT INGEDIEND) :
Het is in het belang van de patiënt dat voor elke pathologie stukken ter staving worden voorgelegd (bv. Specialistisch verslag).

3. ACTUELE BEHANDELING EN DATUM VAN OPSTARTEN VAN DE BEHANDELING VAN DE AANDOENINGEN VERMELD ONDER RUBRIEK 2 :

3.1. MEDICAMENTEUZE BEHANDELING / MEDISCH MATERIAAL :

3.2. INTERVENTIE / HOSPITALISATIE (FREQUENTIE / DATUM VAN LAATSTE OPNAME) :

3.3. VOORZIENE DUUR VAN DE NOODZAKELIJKE BEHANDELING :

4. WAT ZOUDEN DE GEVOLGEN EN MOGELIJKE COMPLICATIES ZIJN INDIEN DE BEHANDELING WORDT STOPGEZET ?

5. EVOLUTIE EN PROGNOSE VAN DE AANDOENING(EN) WAARVAN SPRAKE ONDER RUBRIEK 2 :

6. INDIEN VAN TOEPASSING : ZIJN ER SPECIFIEKE NODEN IN VERBAND MET DE MEDISCHE OPVOLGING? IS MANTELZORG MEDISCH VEREIST?

7. VERMELDINGEN VAN DE AAN DIT GETUIGSCHRIFT TOEGEVOEGDE BIJLAGEN:

Datum:

Naam, handtekening en stempel van de arts : RIZIV-NUMMER :

AANDACHT – BELANGRIJKE OPMERKINGEN

De Dienst Vreemdelingenzaken moet de betrokken arts kunnen identificeren. Het is bijgevolg in het belang van de patiënt dat de naam en RIZIV-nummer van de arts duidelijk leesbaar zijn.

De Dienst Vreemdelingenzaken heeft het recht de gezondheidstoestand van de patiënt te laten verifiëren door een door een arts aangesteld door de administratie.

Met instemming van de patiënt kan een meer gedetailleerd medisch verslag het huidig medisch attest vergezellen (wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt).

INFORMATIE MET BETREKKING TOT DE VERWERKING VAN DE PERSOONSGEGEVENS IN HET KADER VAN UW AANVRAAG VOOR EEN MACHTIGING TOT VERBLIJF INGEDIEND OP BASIS VAN ARTIKEL 9*TER* VAN DE WET VAN 15 DECEMBER 1980 BETREFFENDE DE TOEGANG TOT HET GRONDGEBIED, HET VERBLIJF, DE VESTIGING EN DE VERWIJDERING VAN VREEMDELINGEN[3]

[3] Deze informatie wordt u overeenkomstig artikel 13 van de algemene verordening gegevensbescherming ("AVG") verschaft.

1. VERWERKINGSVERANTWOORDELIJKE:

De verwerkingsverantwoordelijke van de gegevens met betrekking tot de gezondheid van de aanvrager en de andere persoonsgegevens verzameld in het kader van de aanvraag voor een machtiging tot verblijf die op grond van 9*ter* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt ingediend (hierna « wet van 15 december 1980 ») is de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, vertegenwoordigd door de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken.

2. FUNCTIONARIS VOOR GEGEVENSBESCHERMING EN UITOEFENING VAN UW RECHTEN :

De functionaris voor gegevensbescherming (hierna "DPO"[4]) is de persoon binnen de Dienst Vreemdelingenzaken die u kunt contacteren voor elke vraag over de verwerking van uw persoonsgegevens en voor het uitoefenen van de rechten die u door de AVG zijn toegekend. Het betreft de rechten van inzage, rectificatie, beperking, wissing, bezwaar en overdraagbaarheid.

De contactgegevens van de DPO zijn:
Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken - Algemene Directie Dienst Vreemdelingenzaken
Ter attentie van de functionaris voor gegevensbescherming
Pachecolaan 44, 1000 Brussel, België
E-mail: dpo.dvzoe[at]ibz.fgov.be
Telefoon: + 32 2 793 80 00
Formulier beschikbaar op de website van de FOD Binnenlandse zaken : https://ibz.be/

Het uitoefenen van deze rechten is in principe gratis. Bij aanvragen die duidelijk ongegrond of buitensporig zijn kan de Dienst Vreemdelingenzaken evenwel een redelijke vergoeding aanrekenen of weigeren gevolg te geven aan uw aanvraag.

2.1. RECHT OP INZAGE:

U hebt het recht de Dienst Vreemdelingenzaken te vragen of hij persoonsgegevens over u verwerkt. Zo ja, hebt u het recht een kopie van die gegevens te vragen en informatie te krijgen over de doeleinden van de verwerking, de categorieën van ontvangers aan wie de gegevens zijn meegedeeld, de opslagperiode van de gegevens, de bronnen van de gegevens (wanneer ze niet bij u zijn ingezameld).

2.2. RECHT OP RECTIFICATIE:

De Dienst Vreemdelingenzaken is verplicht juiste gegevens te verwerken en zo nodig maatregelen te nemen om ze te verbeteren. Hierbij hebt u het recht om van de Dienst Vreemdelingenzaken rectificatie te vragen en te krijgen van de persoonsgegevens over u die onjuist zouden zijn.

2.3. RECHT OP BEPERKING:

In de volgende gevallen hebt u het recht om van de Dienst Vreemdelingenzaken de beperking van de verwerking van uw persoonsgegevens te vragen en te krijgen:

a. wanneer u de juistheid van uw persoonsgegevens betwist, gedurende een periode die de Dienst Vreemdelingenzaken in staat stelt de juistheid van de gegevens te controleren; of

b. wanneer de verwerking onrechtmatig is en u zich verzet tegen het wissen van uw persoonsgegevens en verzoekt in de plaats daarvan om beperking van hun gebruik, of

c. wanneer de Dienst Vreemdelingenzaken uw persoonsgegevens niet meer nodig heeft voor de verwerkingsdoeleinden, maar u ze nog wel nodig hebt voor de instelling, uitoefening of onderbouwing van een rechtsvordering.

Wanneer de verwerking beperkt is mogen uw persoonsgegevens, met uitzondering van de opslag ervan, slechts worden verwerkt met uw toestemming of voor de vaststelling, uitoefening of onderbouwing van een rechtsvordering, of ter bescherming van de rechten van een andere natuurlijke persoon of rechtspersoon, of om gewichtige redenen van algemeen belang voor de Europese Unie of een van haar lidstaten.

2.4. RECHT OP GEGEVENSWISSING ("RECHT OP VERGETELHEID")

Aangezien de verwerking van uw persoonsgegevens nodig is voor het vervullen van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de Dienst Vreemdelingenzaken is verleend, hebt u niet het recht het wissen van uw persoonsgegevens te vragen en te krijgen.

2.5. RECHT VAN BEZWAAR:

U hebt te allen tijde het recht bezwaar te maken tegen de verwerking van uw persoonsgegevens door de Dienst Vreemdelingenzaken om redenen die met uw specifieke situatie verband houden. De Dienst Vreemdelingenzaken kan zich daartegen verzetten als er dwingende

[4] Data protection officer.

gerechtvaardigde gronden voor de verwerking zijn die zwaarder wegen dan uw belangen, rechten en vrijheden of die verband houden met de instelling, uitoefening of onderbouwing van een rechtsvordering.

2.6. RECHT OP OVERDRAAGBAARHEID:

Aangezien de verwerking van uw persoonsgegevens door de Dienst Vreemdelingenzaken niet berust op uw toestemming of op het uitvoeren van een overeenkomst, is het recht op overdraagbaarheid niet van toepassing. U hebt bijgevolg niet het recht van de Dienst Vreemdelingenzaken uw persoonsgegevens te verkrijgen in een gestructureerde, gangbare en machineleesbare vorm om ze over te dragen aan een andere verwerkingsverantwoordelijke.

3. DOELEINDEN VAN DE VERWERKING:

De gegevens met betrekking tot de gezondheid van de aanvrager verzameld in het kader van uw aanvraag voor een machtiging tot verblijf op grond van 9*ter* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zijn noodzakelijk om redenen van zwaarwegend algemeen belang *[artikel 9, paragraaf 2, g), van de AVG]*, terwijl de andere verzamelde persoonsgegevens niet enkel noodzakelijk zijn voor het respecteren van een wettelijke verplichting waaraan de Dienst Vreemdelingenzaken onderworpen is, maar ook, algemeen gezien, voor de vervulling van een taak van algemeen belang of van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag *[artikel 6, paragraaf 1, e), van de AVG]* dat aan de Dienst Vreemdelingenzaken is opgedragen, namelijk : de toepassing van de wetgeving betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze gegevens worden verwerkt met de volgende doeleinden:

- U identificeren;
- De behandeling van de verblijfsaanvraag verzekeren en, met name, beoordelen of er in het land van herkomst of het land van verblijf van de aanvrager *al dan niet een adequate behandeling bestaat voor de ziekte waaraan de aanvrager lijdt.* De beschikbaarheid en de toegankelijkheid van deze behandeling wordt eveneens beoordeeld;
- De opvolging van het verblijf van de aanvrager op het grondgebied van het Koninkrijk België verzekeren, met inbegrip van zijn eventuele vasthouding en verwijdering van het grondgebied;
- Zorgen voor de verdediging van de Belgische Staat voor de gerechten waar een beroep kan worden ingesteld tegen de beslissingen *die jegens de aanvrager zijn genomen;*
- Het opsporen, vaststellen en opvolgen van de strafrechtelijke en administratieve inbreuken die zijn bepaald in de wetgeving over de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en in de wetgeving over de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

4. ONTVANGERS:

De gegevens met betrekking tot de gezondheid van de aanvrager die door de Dienst Vreemdelingenzaken verzameld en verwerkt worden in het kader van de aanvraag om machtiging tot verblijf die op grond van artikel 9*ter* van de wet van 15 december 1980 wordt ingediend kunnen aan de volgende categorieën van ontvangers worden meegedeeld :

- de door de Minister of de Dienst Vreemdelingenzaken aangestelde artsen en de deskundigen op wie deze artsen een beroep doen om de ziekte die door de aanvrager ter staving van zijn verblijfsaanvraag wordt ingeroepen, de ernst ervan, de noodzakelijk geachte behandeling, het reële risico voor het leven of de fysieke integriteit van de aanvrager of het reële risico op een onmenselijke of vernederende behandeling, indien er geen behandeling is in het land van herkomst of verblijf van de aanvrager, de mogelijkheden van behandeling en de toegankelijkheid tot de behandeling in het land van herkomst of verblijf van de aanvrager, te beoordelen;
- de door de Dienst Vreemdelingenzaken aangestelde advocaten, om te zorgen voor de verdediging van de Belgische Staat voor de gerechten waar de aanvrager een beroep kan instellen tegen de beslissingen die door de Dienst Vreemdelingenzaken jegens hem zijn genomen;
- de administratieve of gewone rechtbanken, om te zorgen voor de verdediging van de Belgische Staat voor de gerechten waar de aanvrager een beroep kan instellen tegen de beslissingen die door de Dienst Vreemdelingenzaken jegens hem zijn genomen;
- de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, zodat hij een beslissing neemt met betrekking tot het door de aanvrager ingediend verzoek om internationale bescherming.

De genoemde gegevens met betrekking tot de gezondheid van de aanvrager zullen enkel mits toestemming van de betrokken persoon aan andere categorieën dan de hierboven genoemde categorieën worden meegedeeld, voor zover de doeleinden van deze mededeling compatibel zijn met de initiële doeleinden waarvoor ze verzameld werden.

De persoonsgegevens die geen betrekking hebben op de gezondheid van de aanvrager en die verzameld en verwerkt worden door de Dienst Vreemdelingenzaken kunnen, naast de hierboven genoemde categorieën van ontvangers, aan de volgende categorieën van ontvangers meegedeeld worden:

- de Belgische gemeenten, om de aanvrager te identificeren en de behandeling van zijn verblijfsaanvraag en de opvolging van zijn verblijf (met inbegrip van zijn eventuele verwijdering van het grondgebied van het Rijk) te verzekeren;
- het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers (« Fedasil »), om de aanvrager te identificeren en de behandeling van zijn verblijfsaanvraag en de opvolging van zijn verblijf (met inbegrip van zijn eventuele verwijdering van het grondgebied van het Rijk) te verzekeren;

- het Directoraat-generaal Penitentiaire inrichtingen van de Federale Overheidsdienst Justitie, om de aanvrager te identificeren en de behandeling van zijn verblijfsaanvraag en de opvolging van zijn verblijf (met inbegrip van zijn eventuele verwijdering van het grondgebied van het Rijk) te verzekeren;
- het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (« RIZIV ») en de Orde der artsen, om zich ervan te vergewissen dat de arts die dit getuigschrift ondertekent ingeschreven is in de tabel van de Orde der artsen en over het recht beschikt om het beroep van arts uit te oefenen;
- de verschillende niet-gouvernementele organisaties en andere verenigingen waarop de aanvrager een beroep kan doen om hem te helpen en/of te verdedigen,
- de federale ombudsmannen, om de klachten met betrekking tot de werking van de Dienst Vreemdelingenzaken te onderzoeken en om, op verzoek van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, elk onderzoek in verband met de werking van de Dienst Vreemdelingenzaken uit te voeren.[5]

5. OPSLAGPERIODE:

De gegevens met betrekking tot de gezondheid van de aanvrager die door de Dienst Vreemdelingenzaken worden verzameld en verwerkt in het kader van de aanvraag om machtiging tot verblijf die op grond van artikel 9*ter* van de wet van 15 december 1980 wordt ingediend worden gedurende dertig jaar bewaard. Na deze termijn van dertig jaar worden de genoemde gegevens, na toestemming van de algemeen Rijksarchivaris, vernietigd.

De andere persoonsgegevens (met inbegrip van het advies dat wordt uitgebracht door de artsen van de Dienst Vreemdelingenzaken) worden gedurende vijfenzeventig jaar bewaard, overeenkomstig de instructies die door het Rijksarchief gegeven worden. Na deze termijn van vijfenzeventig jaar worden de gegevens aan het Rijksarchief overgedragen of, na toestemming van de algemeen Rijksarchivaris, vernietigd.

6. DOORGIFTEN AAN DERDE LANDEN :

In het kader van zijn opdrachten kan het nodig zijn dat de Dienst Vreemdelingenzaken sommige van uw persoonsgegevens doorgeeft aan landen die niet tot de Europese Unie behoren. Indien het gaat om gegevens die betrekking hebben op de gezondheid van de aanvrager zal de overdracht pas plaatsvinden nadat men het akkoord van de betrokken persoon ontvangen heeft.

De Dienst Vreemdelingenzaken zorgt er, in de mate van het mogelijke, voor dat in de overeenkomsten die hij met derde landen afsluit clausules worden opgenomen waarmee een passend niveau van bescherming van uw persoonsgegevens wordt gegarandeerd. Deze overeenkomsten kunnen worden verkregen bij de DPO van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Bij ontstentenis van een adequaatheidsbesluit en om overeenkomsten te kunnen afsluiten die een passend niveau van bescherming van uw persoonsgegevens garanderen kan de Dienst Vreemdelingenzaken echter, in uitzonderlijke gevallen, sommige persoonsgegevens aan derde landen doorgeven, en dit omdat de uitvoering van het Europees migratiebeleid en het nationaal migratiebeleid een gewichtige reden van openbaar belang, zoals bedoeld in artikel 49 van de AVG, is.

7. KLACHT BIJ DE GEGEVENSBESCHERMINGSAUTORITEIT :

Indien u meent dat de Dienst Vreemdelingenzaken uw persoonsgegevens niet heeft verwerkt in overeenstemming met de bepalingen van de AVG, hebt u de mogelijkheid een klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit (GBA). De contactgegevens van de GBA zijn:

Gegevensbeschermingsautoriteit
Drukpersstraat 35
1000 Brussel
Belgium

contact[at]apd-gba.be
+32 2 274 48 00
www.gegevensbeschemingsautoriteit.be

[5] Wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.

Gezien om als enige bijlage te worden toegevoegd aan het ministerieel besluit van tot bepaling van het model van het standaard medisch getuigschrift dat moet worden gebruikt in het kader van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf die op grond van artikel 9*ter* van de wet van 15 december 1980 wordt ingediend

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nicole DE MOOR.

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Nicole DE MOOR.